

La police doit s'assurer que tu comprends chacun de tes droits. S'il y a des éléments que tu ne comprends pas, tu peux poser des questions aux policiers, qui sont dans l'obligation de te répondre.

TES DROITS



2 DROIT D'ACCÈS À UNE CHARTE DES DROITS

Tu as le droit à ce que la police t'explique tes droits et qu'elle te remette un document dans lequel ils se retrouvent à l'écrit, dans une langue que tu comprends. Ce document porte habituellement le titre de « Déclaration de droits » ou « Charte des droits ». Tu as le droit de le garder sur toi tout le temps de ta détention.

Tu as droit à la traduction et à l'interprétation. Cela signifie que si la police parle une langue que tu ne comprends pas, tu as le droit qu'un professionnel t'aide à comprendre ce qu'on te dit et que te traduise les documents importants.

Si tu as des difficultés de vision ou de parole, tu as également droit à l'aide d'un professionnel. Par exemple, une personne qui connaît la langue des signes ou qui te fournit la documentation en braille.

1 DROIT À LA TRADUCTION ET À L'INTERPRÉTATION

● CHARTE DES DROITS POUR LES MINEURS

CONNAIS TES DROITS !

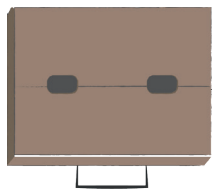
Si tu es détenu(e)



Si la police t'a détenu(e) parce qu'elle croit que tu as commis un délit, tu as le **droit de recevoir des renseignements clairs et précis concernant tes droits.**

La brochure suivante t'expliquera ces droits

4 DROIT À UN AVOCAT



Tu as le droit d'être défendu(e) par un avocat. Tu peux demander les services d'un avocat en qui tu as confiance. Si tu n'en connais aucun, les autorités compétentes doivent t'en fournir un. Les services d'un avocat peuvent être gratuits.

Ce droit comprend :

- Tu peux parler à ton avocat avant l'interrogatoire de police.
- Ton avocat peut être avec toi pendant l'interrogatoire.
- Ton avocat peut t'accompagner tout au long de certaines enquêtes ou collectes de preuves effectuées par la police.
- Toutes les conversations avec ton avocat resteront confidentielles.

Dans certaines situations, il est dans ton propre intérêt que ta mère, ton père ou ton tuteur légal ne soient pas informés. Dans un tel cas, tu peux demander qu'un autre adulte soit informé. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

Tu as le droit de faire connaître à ta mère, ton père ou ton tuteur légal les mêmes renseignements que t'a fournis la police. Par exemple, que la police les informe de ta détention, où tu te trouves, le motif de ta détention, tes droits, etc.

3 DROIT D'AVISER TA MÈRE, TON PÈRE OU TON TUTEUR LÉGAL



CONNAIS TES DROITS !

Si tu es détenu(e)



Cofinancé par le programme
« Justice » de l'Union européenne

● Cette brochure a été créée dans le cadre du projet :

Child-Friendly JT

Droit des mineurs à l'information, à la traduction et à l'interprétation dans les procédures pénales: Développement d'outils pour une justice adaptée aux mineurs
JUST-AG-2016-06-760674

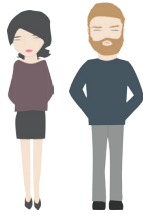
Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



5 DROIT D'AVISER LE CONSULAT

Si tu es étranger ou étrangère, tu as le droit d'aviser le consulat de ton pays concernant ta détention et le lieu dans lequel tu te trouves.

6 DROIT À LA PRÉSENCE DE TA MÈRE, DE TON PÈRE OU DE TON TUTEUR LÉGAL PENDANT L'INTERROGATOIRE



Tu as le droit d'être accompagné(e) de ta mère, de ton père ou de ton tuteur légal pendant l'interrogatoire.

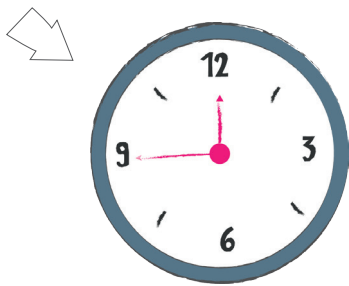
Dans certaines situations, il n'est pas dans ton intérêt que tes parents ou ton tuteur légal t'accompagnent, ou encore, leur présence pourrait nuire à la procédure pénale. Dans ces cas, tu peux demander qu'un autre adulte t'accompagne. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

7 DROIT DE GARDER LE SILENCE

Tu as le droit de garder le silence. Cela signifie que tu as le droit de ne pas répondre aux questions posées par la police.

8 DROIT DE CONNAÎTRE LA DURÉE MAXIMALE AUTORISÉE DE LA DÉTENTION

Tu as le droit d'être informé(e) de la durée maximale de ta détention.



9 DROIT D'ÊTRE RENSEIGNÉ(E) QUANT À L'ACCUSATION

Tu as le droit d'être informé(e) de l'accusation portée contre toi.

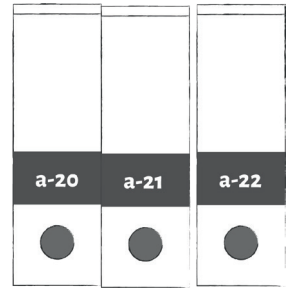
À savoir :

- La raison de ton arrestation.
- Le délit dont on t'accuse.
- Dans quelle mesure on présume ta participation au délit.

10 DROIT D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION SUR LE CAS

Tu as le droit d'avoir accès aux documents relatifs à ton cas.

Ton avocat peut également y avoir accès.



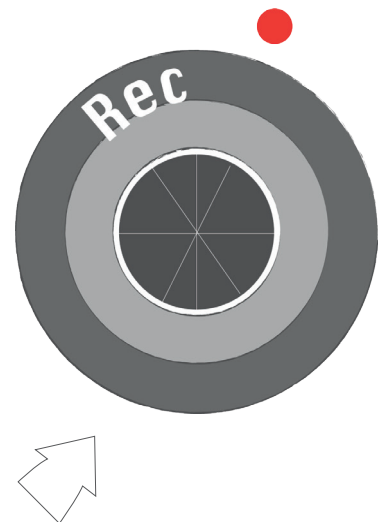
11 DROIT DE NE PAS ÊTRE PLACÉ(E) EN GARDE À VUE AVEC DES PERSONNES ADULTES

Pendant la durée de la garde à vue, tu as le droit de ne pas être placé(e) avec des détenus adultes.

Il existe parfois des exceptions, mais celles-ci doivent garantir ton bien-être.

12 DROIT À L'ASSISTANCE MÉDICALE

Si tu es arrêté(e), tu as droit à un examen médical. Toi, ton avocat et tes parents peuvent en faire la demande. Une assistance médicale doit être dispensée, le cas échéant (si tu souffres de maladie).



13

DROIT À L'ENREGISTREMENT DE L'INTERROGATOIRE

Si tu es arrêté(e) et ton avocat n'est pas présent, l'interrogatoire de police peut être enregistré. La vidéo ne doit pas être rendue publique.